



DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION 2022

PAR URSULA VON DER LEYEN

Présidente de la Commission européenne

#SOTEU

ÉTAT
DE
L'UNION
2022

UNE UNION FORTE DE SON UNITÉ

INTRODUCTION

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les députés,
Chères Européennes, chers Européens,

Pour la première fois de son histoire, ce Parlement débat de l'état de notre Union alors que la guerre fait rage sur le sol européen.

Nous nous souvenons tous de cette matinée fatidique de la fin du mois de février.

Aux quatre coins de notre Union, les Européens se sont réveillés, accablés par le poids des nouvelles qui arrivaient d'Ukraine. Ébranlés par le retour d'un Mal implacable. Hantés par le bruit des sirènes et la brutalité de la guerre.

Mais dès cet instant, le continent tout entier s'est dressé dans un élan de solidarité.

Aux points de passage frontaliers, où les réfugiés ont trouvé refuge. Partout dans nos rues, où flottaient des drapeaux ukrainiens. Dans les salles de classe, où les enfants ukrainiens ont trouvé de nouveaux amis.

Dès cet instant, les Européens n'ont pas reculé, ni hésité.

Ils ont trouvé le courage de faire ce qui est juste.

Et dès cet instant, notre Union tout entière s'est montrée à la hauteur.

Il y a quinze ans, lors de la crise financière, il nous a fallu des années pour trouver des solutions durables.

Quelque dix ans plus tard, lorsque la pandémie nous a frappés, il ne nous a fallu que quelques semaines.

Mais cette année, dès l'instant où les troupes russes ont franchi la frontière ukrainienne, nous avons immédiatement et fermement répondu en présentant un front uni.

Et nous devrions en être fiers.

Nous avons ravivé la force intérieure de l'Europe.

Et nous aurons besoin de toute cette force. Les mois à venir ne seront pas faciles. Que ce soit pour les familles qui peinent à joindre les deux bouts ou pour les entreprises, confrontées à des choix difficiles pour leur avenir.

Soyons clairs: les enjeux sont considérables. Pas uniquement pour l'Ukraine, mais aussi pour toute l'Europe et pour le monde entier.

Nous serons mis à rude épreuve. Par ceux qui veulent tirer parti de la moindre division entre nous.

Il ne s'agit pas seulement d'une guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

Il s'agit d'une guerre contre notre sécurité énergétique, contre notre économie, contre nos valeurs et contre notre avenir.

Une guerre de l'autocratie contre la démocratie.

Et je me tiens ici, devant vous, animée de la conviction que, grâce à notre courage et à notre solidarité, Poutine échouera et l'Europe vaincra.

LE COURAGE DE SE TENIR AUX CÔTÉS DE NOS HÉROS

Mesdames et Messieurs les députés,

Aujourd'hui, le courage a un nom, et il s'appelle Ukraine.

Le courage a un visage, celui des Ukrainiens et des Ukrainiennes qui résistent à l'agression russe.

Je me souviens d'un moment précis, dans les premières semaines de l'invasion. La première dame d'Ukraine, Olena Zelenska, avait rassemblé les parents d'enfants ukrainiens tués par l'envahisseur.

Des centaines de familles pour lesquelles la guerre ne finira jamais et pour lesquelles la vie ne sera plus jamais comme avant.

Nous avons vu la première dame à la tête d'une foule silencieuse de parents dévastés suspendre des clochettes aux branches d'un arbre, une pour chacun des enfants disparus.

Désormais, ces clochettes tinteront dans la brise, et les innocentes victimes de cette guerre resteront à jamais dans nos mémoires.

Et Olena est présente à nos côtés aujourd'hui!

Chère Olena, il fallait un courage immense pour résister à la cruauté de Poutine.

Vous avez trouvé ce courage.

Et une nation de héros s'est levée.

Aujourd'hui, l'Ukraine fait front, car un pays tout entier se bat, défendant pied à pied chaque rue, chaque maison.

L'Ukraine fait front, car des personnes comme votre mari, le président Zelensky, sont restées à Kiev pour mener la résistance, à vos côtés et aux côtés de vos enfants, chère Olena.

Vous insufflez du *courage* à la nation tout entière. Et nous avons vu, ces derniers jours, combien la bravoure des Ukrainiens payait.

Vous donnez une *voix* au peuple ukrainien sur la scène mondiale.

Et vous nous emplissez tous d'*espoir*.

Aujourd'hui, nous voulons vous remercier, vous et tous les Ukrainiens.

Gloire à votre pays de héros européens. *Slava Ukraini!*

La solidarité de l'Europe avec l'Ukraine demeurera indéfectible.

Depuis le premier jour, l'Europe se tient aux côtés de l'Ukraine. En fournissant des armes. En mobilisant des fonds. En ouvrant ses portes aux réfugiés. Et en imposant les sanctions les plus lourdes que le monde ait connues.

Le secteur financier de la Russie est à bout de souffle. Nous avons coupé les trois quarts du secteur bancaire russe des marchés internationaux.

Près d'un millier d'entreprises d'envergure internationale ont quitté le pays.

La production de voitures a chuté de trois-quarts par rapport à l'année dernière. Aeroflot immobilise les avions au sol, car les pièces de rechange viennent à manquer. L'armée russe récupère des puces sur des lave-vaisselle et des réfrigérateurs pour réparer son matériel militaire, car elle est à court de semi-conducteurs. L'industrie russe est en lambeaux.

C'est le Kremlin qui a mis l'économie russe sur la voie de sa désintégration.

Voilà le prix à payer pour la mort et la destruction que Poutine laisse dans son sillage.

Et je veux que ce soit clair: les sanctions ne sont pas près d'être levées.

L'heure est à la détermination, pas à l'apaisement.

Il en va de même pour notre soutien financier à l'Ukraine.

À ce jour, l'Équipe Europe a fourni plus de 19 milliards d'euros d'aide financière.

Et c'est sans compter notre appui militaire.

Nous serons là sur le long terme.

La reconstruction de l'Ukraine nécessitera d'immenses ressources. À titre d'exemple, les frappes russes ont endommagé ou détruit plus de 70 écoles.

Un demi-million d'enfants ukrainiens ont commencé leur année scolaire dans l'Union européenne. Mais de nombreux autres, restés en Ukraine, n'ont plus de salle de classe.

Je vous annonce donc aujourd'hui que nous œuvrerons, avec la première dame, à la réhabilitation des écoles ukrainiennes endommagées - et nous fournirons 100 millions d'euros à cette fin - car l'avenir de l'Ukraine commence dans ses écoles.

Notre soutien ne sera pas uniquement financier – nous donnerons également à l'Ukraine les moyens de tirer le meilleur parti de son potentiel.

L'Ukraine est déjà un pôle technologique en plein essor et abrite de nombreuses jeunes entreprises innovantes.

Je souhaite dès lors que nous mobilisions toute la puissance de notre marché unique pour contribuer à accélérer la croissance et à ouvrir des perspectives.

En mars, nous avons raccordé l'Ukraine à notre réseau électrique. Ce raccordement devait initialement avoir lieu en 2024. Mais nous l'avons fait en l'espace de deux semaines. Et aujourd'hui, l'Ukraine exporte son électricité vers l'Union. Je souhaite renforcer considérablement ces échanges mutuellement bénéfiques.

Nous avons d'ores et déjà suspendu les droits de douane sur les exportations ukrainiennes à destination de l'Union européenne.

Nous intégrerons l'Ukraine à notre zone d'itinérance gratuite.

Nos corridors de solidarité sont un franc succès.

Et sur cette base, la Commission travaillera aux côtés de l'Ukraine pour garantir un accès aisé à notre marché unique. Et vice-versa.

Notre marché unique est l'une des plus grandes réussites de l'Europe. Il est aujourd'hui temps d'en faire également une réussite pour nos amis ukrainiens.

C'est pourquoi je me rendrai à Kiev aujourd'hui afin d'en discuter en détail avec le président Zelensky.

Mesdames et Messieurs les députés,

Une des leçons de cette guerre est que nous aurions dû écouter ceux qui connaissent Poutine.

Écouter Anna Politkovskaya et tous les journalistes russes qui ont dénoncé les crimes et l'ont payé de leur vie.

Écouter nos amis en Ukraine, en Moldavie, en Géorgie et l'opposition en Biélorussie.

Nous aurions dû écouter les voix qui s'élevaient au sein de l'Union - en Pologne, dans les pays baltes et dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Cela fait des années qu'ils nous disent que Poutine ne s'arrêtera pas là.

Et ils ont agi en conséquence.

Nos amis des pays baltes ont tout mis en œuvre pour mettre un terme à leur dépendance à l'égard de la Russie. Ils ont investi dans les énergies renouvelables, dans les terminaux GNL et dans les interconnecteurs.

Ces investissements ont un coût très élevé. Mais la dépendance envers les combustibles fossiles russes coûte encore plus cher.

Nous devons nous défaire de cette dépendance dans toute l'Europe.

Nous avons donc convenu de créer un stockage commun. Nous en sommes aujourd'hui à 84 % de remplissage: nous avons ainsi dépassé notre objectif.

Mais malheureusement, cela ne suffira pas.

Nous avons diversifié notre approvisionnement pour nous affranchir de la Russie et nous nous sommes tournés vers des fournisseurs fiables. Les États-Unis, la Norvège, l'Algérie et d'autres.

L'an dernier, le gaz russe représentait 40 % de nos importations de gaz. Aujourd'hui, ce gaz acheminé par gazoduc ne représente plus que 9 %.

Mais la Russie continue de manipuler activement notre marché de l'énergie. Elle préfère brûler le gaz que de le livrer. Ce marché ne fonctionne plus.

Qui plus est, la crise climatique alourdit sensiblement nos factures. Les canicules ont fait exploser la demande d'électricité. Les sécheresses ont entraîné la fermeture des centrales hydroélectriques et nucléaires.

Il en résulte un décuplement des prix du gaz par rapport aux prix enregistrés avant la pandémie.

Joindre les deux bouts devient une source d'inquiétude pour des millions d'entreprises et de ménages.

Mais les Européens font face à cette situation avec courage.

Dans le centre de l'Italie, les travailleurs d'usines de céramique ont décidé de décaler leur horaire de travail pour commencer tôt le matin, afin de bénéficier des prix de l'énergie plus faibles.

Imaginez ceux d'entre eux qui sont parents, qui doivent quitter la maison tôt le matin, alors que les enfants dorment encore, à cause d'une guerre qu'ils n'ont pas choisie.

Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres; les Européens qui s'adaptent à cette nouvelle réalité se comptent par millions.

Je veux que notre Union prenne exemple sur eux. Réduire la demande aux heures de pointe permettra aux réserves de durer plus longtemps et permettra de faire baisser les prix.

C'est pourquoi nous présentons des mesures pour que les États membres réduisent leur consommation globale d'électricité.

Mais un soutien plus ciblé est nécessaire.

Pour les industries, comme les fabricants de verre, qui sont contraints d'éteindre leurs fours. Ou pour les parents isolés, qui sont constamment aux prises avec des factures astronomiques.

Des millions d'Européens ont besoin d'un soutien.

Les États membres de l'Union ont déjà investi des milliards d'euros pour aider les ménages vulnérables.

Mais nous savons que cela ne suffira pas.

C'est pourquoi nous proposons de plafonner les recettes des entreprises qui produisent à faible coût de l'électricité.

Ces entreprises engrangent des recettes qu'elles n'avaient jamais anticipées ni même imaginées.

Dans notre économie sociale de marché, les bénéfices sont une bonne chose.

Mais en ce moment, il n'est pas juste de réaliser des bénéfices extraordinaires grâce à la guerre et sur le dos des consommateurs.

En ce moment, les bénéfices doivent être partagés et redirigés vers ceux qui en ont le plus besoin.

Notre proposition lèvera plus de 140 milliards d'euros pour les États membres, pour amortir le choc directement.

Et parce que nous vivons une crise des combustibles fossiles, l'industrie des combustibles fossiles a, elle aussi, une responsabilité toute particulière.

Les grandes entreprises pétrolières, gazières et charbonnières enregistrent elles aussi d'énormes bénéfices. Elles doivent donc payer une juste part – elles doivent verser une contribution de crise.

Ce sont là des mesures d'urgence et temporaires sur lesquelles nous travaillons, y compris nos discussions sur le plafonnement des prix.

Nous devons poursuivre nos efforts pour faire baisser les prix du gaz.

Nous devons assurer notre sécurité d'approvisionnement et, dans le même temps, assurer notre compétitivité au niveau mondial.

Nous mettrons donc au point, avec les États membres, un ensemble de mesures qui tiennent compte de la spécificité de notre relation avec les fournisseurs— qu'il s'agisse de fournisseurs non fiables tels que la Russie ou d'amis dignes de confiance tels que la Norvège.

J'ai convenu avec le Premier ministre Store de mettre sur pied un groupe de travail. Les équipes ont entamé leurs travaux.

Un autre sujet important est à l'ordre du jour. Aujourd'hui, notre marché du gaz a totalement changé: du gaz principalement acheminé par gazoduc, nous sommes passés à des quantités croissantes de gaz naturel liquéfié.

Mais la référence utilisée sur le marché du gaz, le TTF, n'a pas été adaptée.

C'est pourquoi la Commission travaillera à établir une référence plus représentative.

Dans le même temps, nous savons également que les entreprises dans le secteur de l'énergie sont confrontées à de graves problèmes de liquidité sur les marchés à terme de l'électricité, mettant en péril le fonctionnement de notre système énergétique.

Nous travaillerons avec les régulateurs du marché pour amoindrir ces problèmes en modifiant les règles relatives aux garanties – et en prenant des mesures afin de limiter la volatilité intrajournalière des cours.

Nous modifierons l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État en octobre, afin de permettre la fourniture de garanties publiques, tout en préservant l'égalité des conditions de concurrence.

Il s'agit là d'étapes initiales. Mais tout en nous occupant de la crise immédiate, nous devons aussi penser à l'avenir.

La conception actuelle du marché de l'électricité, basée sur l'ordre de préséance, ne rend plus justice aux consommateurs.

Ils devraient récolter les fruits des énergies renouvelables à bas coût.

Il faut donc découpler les prix de l'électricité de l'influence dominante du gaz. C'est pourquoi nous allons entreprendre une réforme complète et en profondeur du marché de l'électricité.

Je voudrais à présent aborder un point important. Il y a un demi-siècle, dans les années 70, le monde a vécu une autre crise des combustibles fossiles.

Certains d'entre nous se souviennent des week-ends sans voiture pour économiser de l'énergie. *Et pourtant, nous avons continué sur la même voie.*

Nous ne nous sommes pas libérés de notre dépendance au pétrole. Pire même, les combustibles fossiles ont été massivement subventionnés.

C'était une erreur, pas uniquement pour le climat, mais également pour les finances publiques, et pour notre indépendance. *Et nous en faisons encore les frais aujourd'hui.*

Seuls quelques visionnaires ont compris que le véritable problème tenait aux combustibles fossiles eux-mêmes, pas uniquement à leurs prix.

Parmi eux, il y avait nos amis danois.

Lorsque la crise du pétrole a éclaté, le Danemark a commencé à investir massivement dans l'éolien.

Il a posé les fondements qui ont fait de lui le leader mondial dans le secteur et a créé des dizaines de milliers d'emplois.

C'est cette voie qu'il nous faut suivre!

Nous devons viser non pas des solutions à court terme, mais un changement de paradigme, un saut dans l'avenir.

MAINTENIR LE CAP ET SE PRÉPARER POUR L'AVENIR

Mesdames et Messieurs les députés,

La bonne nouvelle est que cette transformation nécessaire a commencé.

Elle a lieu en mer du Nord et en mer Baltique, où nos États membres ont massivement investi dans l'éolien en mer.

Elle a lieu en Sicile, où la plus grande usine solaire d'Europe produira bientôt la toute dernière génération de panneaux solaires.

Et elle a lieu dans le nord de l'Allemagne, où les trains régionaux roulent désormais à l'hydrogène vert.

L'hydrogène peut changer la donne pour l'Europe.

Nous devons passer du marché de niche au marché de masse pour l'hydrogène.

Avec REPowerEU, nous avons doublé notre objectif: nous voulons produire dix millions de tonnes d'hydrogène renouvelable dans l'Union européenne chaque année d'ici à 2030.

Pour y parvenir, nous devons créer un animateur de marché pour l'hydrogène, afin de combler le déficit d'investissement et de mettre en relation l'offre et la demande futures.

C'est pourquoi je peux annoncer aujourd'hui que nous allons créer une nouvelle Banque européenne de l'hydrogène.

Elle aidera à garantir l'achat d'hydrogène, notamment en utilisant les ressources du Fonds pour l'innovation.

Elle pourra investir 3 milliards d'euros pour aider à construire le futur marché de l'hydrogène.

C'est ainsi que se bâtira l'économie du futur.

C'est cela, notre Pacte vert pour l'Europe.

Et nous avons tous vu au cours des derniers mois à quel point le Pacte vert pour l'Europe est important.

L'été 2022 restera dans les mémoires. Nous avons tous vu les rivières asséchées, les forêts en feu, la chaleur extrême.

Et la situation est bien plus grave encore. Jusqu'à présent, les glaciers des Alpes ont servi de réservoir d'urgence pour des rivières comme le Rhin ou le Rhône.

Mais comme les glaciers d'Europe fondent plus vite que jamais, les sécheresses futures seront beaucoup plus graves.

Nous devons travailler sans relâche à l'adaptation climatique et faire de la nature notre premier allié.

C'est pourquoi notre Union poussera pour un accord mondial ambitieux pour la nature lors de la conférence des Nations unies sur la biodiversité qui se tiendra à Montréal cette année.

Et nous ferons de même lors de la COP27 à Charm el-Cheikh.

Mais à court terme, nous devons aussi être mieux équipés pour faire face au changement climatique.

Aucun pays ne peut lutter seul contre les phénomènes météorologiques extrêmes et leurs forces destructrices.

Cet été, nous avons envoyé des avions de Grèce, de Suède ou d'Italie pour combattre les incendies en France et en Allemagne.

Mais comme ces événements deviennent plus fréquents et plus intenses, l'Europe aura besoin de plus de capacités.

C'est pourquoi aujourd'hui, j'annonce que nous allons doubler notre capacité de lutte contre les incendies au cours de l'année prochaine.

L'Union européenne achètera dix avions amphibies légers et trois hélicoptères supplémentaires pour compléter notre flotte.

Voilà la solidarité européenne en action.

Mesdames et Messieurs les députés,

Ces dernières années ont montré ce qu'une Europe unie était capable d'accomplir.

Après une pandémie sans précédent, notre production économique est repassée au-dessus de son niveau d'avant la crise en un temps record.

Nous avons *zéro vaccin*, et voilà que nous avons fourni plus de 4 milliards de doses aux Européens et au reste du monde.

En un temps record, nous avons créé SURE, qui a permis aux salariés de conserver leur emploi même lorsque leur entreprise n'avait plus de travail pour eux.

**Nous traversons la plus forte récession depuis la deuxième guerre mondiale.
Nous sommes parvenus à la reprise la plus rapide depuis le boom de l'après-guerre.**

Cela a été possible parce que nous nous sommes tous ralliés à un plan de relance commun.

NextGenerationEU a suscité un regain de confiance dans notre économie.

Et son déploiement ne fait que commencer.

Jusqu'à présent, 100 milliards d'euros ont été versés aux États membres. Cela signifie que 700 milliards d'euros doivent encore venir irriguer notre économie.

NextGenerationEU garantira un flux constant d'investissements pour soutenir l'emploi et la croissance.

Cela va soulager notre économie. Mais surtout, c'est synonyme de renouveau.

Ces investissements financent de nouvelles éoliennes et de nouveaux parcs solaires, des trains à grande vitesse et des rénovations favorisant les économies d'énergie.

NextGenerationEU a été conçu il y a près de deux ans, mais il correspond exactement à ce dont l'Europe a besoin aujourd'hui.

Alors tenons-nous en à notre plan.

Faisons parvenir les fonds sur le terrain.

Mesdames et Messieurs les députés,

Pour l'avenir de nos enfants, il faut à la fois que nous investissions dans la durabilité et que nous investissions de façon durable.

Nous devons financer la transition vers une économie numérique et la neutralité carbone.

Cependant, nous devons aussi prendre en compte la nouvelle réalité que constitue le niveau accru de dette publique.

Il nous faut des règles budgétaires qui permettent des investissements stratégiques tout en préservant la viabilité des finances publiques.

Des règles qui soient adaptées aux défis de cette décennie.

En octobre, nous présenterons de nouvelles idées pour notre gouvernance économique.

Mais permettez-moi d'en partager avec vous quelques principes de base.

Les États membres devraient jouir d'une plus grande souplesse en ce qui concerne leur trajectoire de désendettement.

Mais il devrait y avoir davantage de comptes à rendre quant à la mise en œuvre de ce qui a été convenu.

Il faudrait des règles plus simples que tous puissent suivre.

Pour ouvrir l'espace aux investissements stratégiques et donner aux marchés financiers la confiance dont ils ont besoin.

Traçons à nouveau ensemble la voie à suivre.

Avec davantage de liberté d'investir. Et un plus grand contrôle des progrès accomplis.

Une appropriation plus forte par les États membre. Et de meilleurs résultats pour les citoyens.

Redécouvrons l'esprit de Maastricht - la stabilité et la croissance vont forcément de pair.

Mesdames et Messieurs les députés,

Alors que nous engageons cette transition au sein de notre économie, nous devons nous appuyer sur les valeurs immuables de notre économie sociale de marché.

Il s'agit de l'idée simple que la plus grande force de l'Europe est celle qui réside en chacun d'entre nous.

Notre économie sociale de marché encourage chacun à exceller, mais elle prend également en compte notre fragilité d'êtres humains.

Elle récompense la performance et garantit une protection. Elle ouvre des possibilités mais impose également des limites.

Cela nous est encore plus nécessaire aujourd'hui.

Car la force de notre économie sociale de marché sera un moteur pour la double transition verte et numérique.

Il nous faut un *environnement propice aux entreprises, une main-d'œuvre ayant les compétences recherchées et un accès aux matières premières dont notre industrie a besoin.*

Notre compétitivité future en dépend.

Nous devons éliminer les obstacles qui freinent encore nos petites entreprises.

Elles doivent être au centre de cette transformation, car c'est sur elles que repose la longue histoire de prouesse industrielle de l'Europe.

Et elles ont toujours fait passer leurs salariés en premier, y compris, voire surtout, en période de crise.

Or l'inflation et les incertitudes pèsent tout particulièrement sur elles.

C'est pourquoi nous allons présenter un train de mesures pour soutenir les PME.

Celui-ci comprendra une proposition de corpus unique de règles fiscales pour les entreprises en Europe, que nous avons baptisé BEFIT.

Il deviendra ainsi plus facile de faire des affaires en Europe. Moins de formalités administratives est synonyme de meilleur accès à un marché continental dynamique.

Et nous allons réviser la directive sur les retards de paiement – car il est tout simplement injuste qu'une faillite sur quatre soit due à des factures non payées à temps.

Pour des millions d'entreprises familiales, ce sera comme une bouée de sauvetage dans une mer agitée.

Le manque de main-d'œuvre est également un défi pour les entreprises en Europe.

Le nombre de chômeurs n'a jamais été aussi bas.

C'est une bonne chose.

Mais parallèlement, le nombre d'offres d'emploi non pourvues atteint un niveau record.

L'Europe manque de chauffeurs routiers, de serveurs dans ses restaurants ou de personnel dans ses aéroports.

Ou encore d'infirmiers, d'ingénieurs ou d'informaticiens.

Depuis les travailleurs non qualifiés jusqu'aux diplômés des universités, l'Europe a besoin de tous!

Nous devons donc investir beaucoup plus massivement dans la formation initiale et la formation continue.

Pour cela, nous voulons collaborer étroitement avec les entreprises.

Car ce sont elles qui savent le mieux de quelle main-d'œuvre qualifiée elles ont besoin pour aujourd'hui et pour demain.

Et nous devons mieux faire coïncider ces besoins avec les propres aspirations et objectifs professionnels des demandeurs d'emploi.

Nous voulons en outre recruter à l'étranger certains talents particuliers, qui renforceront nos entreprises et la croissance de l'Europe.

Une première étape importante est de faire en sorte que leurs qualifications soient mieux et plus rapidement reconnues en Europe.

Car l'Europe doit devenir plus attractive pour les détenteurs d'une compétence particulière qui veulent la faire fructifier.

C'est pourquoi je propose de faire de 2023 l'Année européenne des talents, et surtout de la formation continue.

Mesdames et Messieurs les députés,

J'en viens à mon troisième point pour nos PME et notre industrie.

Qu'il soit question de puces électroniques personnalisées pour la réalité virtuelle ou de cellules de stockage pour les installations solaires, l'accès aux matières premières jouera un rôle décisif dans le succès de notre transition vers une économie durable et numérique.

Le lithium et les terres rares seront bientôt plus importants encore que le pétrole et le gaz.

Rien que nos besoins en terres rares vont être multipliés par cinq d'ici 2030.

Et c'est bon signe!

Cela montre avec quelle rapidité notre Pacte vert pour l'Europe progresse.

Le seul problème est qu'actuellement, un unique pays contrôle la quasi-totalité du marché.

Nous devons éviter de nous retrouver à nouveau dans une situation de dépendance, comme pour le pétrole et le gaz.

C'est là qu'intervient notre politique commerciale.

De nouveaux partenariats nous aident non seulement à renforcer notre économie, mais également à promouvoir nos intérêts et nos valeurs dans le monde.

Avec des partenaires qui partagent les mêmes valeurs, nous pouvons garantir également en dehors de nos frontières le respect de normes environnementales et du travail.

Nous devons avant tout revitaliser nos relations avec ces partenaires et avec les principales régions en croissance.

C'est pourquoi je proposerai la ratification des accords avec le Chili, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Et nous poursuivons les négociations avec des partenaires importants, comme l'Australie et l'Inde.

Mais la sécurisation des approvisionnements ne constitue qu'une première étape.

Le traitement de ces métaux est tout aussi critique.

Or aujourd'hui, la Chine contrôle l'industrie mondiale de la transformation. Près de 90 % des terres rares et 60 % du lithium sont transformés en Chine.

Nous allons définir des projets stratégiques tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de l'extraction au raffinage, de la transformation au recyclage. Et nous constituerons des réserves stratégiques là où l'approvisionnement est menacé.

C'est pourquoi j'annonce aujourd'hui un règlement européen sur les matières premières critiques.

Nous savons que cette approche peut être efficace.

Il y a cinq ans, l'Europe lançait l'alliance pour les batteries. Et bientôt, deux tiers des batteries dont nous avons besoin seront produites en Europe.

L'année dernière, j'ai annoncé le règlement européen sur les semi-conducteurs. Et la construction de la première méga-usine de fabrication de puces débutera dans les prochains mois.

Nous devons maintenant reproduire ces succès.

C'est également la raison pour laquelle nous allons augmenter notre participation financière aux projets importants d'intérêt européen commun.

Et pour l'avenir, j'encouragerai la création d'un nouveau fonds de souveraineté européen.

Faisons en sorte que l'avenir de l'industrie se crée en Europe.

DÉFENDRE NOTRE DÉMOCRATIE

Mesdames et Messieurs les députés,

Lorsque nous observons l'état du monde aujourd'hui, il nous arrive souvent d'avoir le sentiment que ce qui semblait autrefois si permanent est en train de disparaître.

D'une certaine façon, le décès de la reine Elizabeth II survenu la semaine dernière a fait resurgir ce sentiment.

La reine Elizabeth est une légende!

Elle a incarné la constance face à toutes les turbulences et les transformations de ces 70 dernières années.

Elle a assumé ses fonctions avec stoïcisme et loyauté.

Mais plus que tout, elle a toujours su trouver les mots justes en toutes circonstances.

Des appels lancés aux évacués de guerre, en 1940, jusqu'à son discours historique pendant la pandémie.

Elle touchait non seulement le cœur de sa nation, mais aussi l'âme du monde.

Et quand je pense à la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, les paroles qu'elle avait prononcées au plus fort de la pandémie résonnent encore en moi.

Elle avait dit: «Nous réussirons — et ce succès appartiendra à chacun d'entre nous.»

Elle nous a constamment rappelé que notre avenir se construit avec des idées nouvelles, tout en étant fondé sur nos valeurs les plus anciennes.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons tenu la promesse de la démocratie et de l'état de droit.

Les nations du monde entier ont construit ensemble un système international qui promeut la paix et la sécurité, la justice et le progrès économique.

Or, aujourd'hui, c'est ce système même qui est la cible des missiles russes.

Ce que nous avons vu dans les rues de Boutcha, dans les champs de céréales incendiés, et maintenant aux portes de la plus grande centrale nucléaire d'Ukraine, *n'est pas seulement une violation des règles internationales.*

Il s'agit d'une tentative délibérée de les renier.

Ce tournant dans la politique mondiale nous oblige à repenser notre programme de politique étrangère.

C'est le moment d'investir dans le pouvoir des démocraties.

Ce travail commence par le noyau constitué de nos partenaires qui partagent les mêmes valeurs: nos amis dans chaque nation démocratique de cette planète.

Nous avons la même vision du monde. Et nous devons mobiliser notre pouvoir collectif pour façonner les biens publics mondiaux.

Nous devons nous efforcer d'élargir ce noyau de démocraties. La façon la plus immédiate consiste à approfondir nos liens et à renforcer les démocraties sur notre continent.

En commençant par les pays qui sont déjà sur la voie de l'adhésion à notre Union.

Nous devons être à leurs côtés à chaque étape du processus.

En effet, la voie qui mène à des démocraties solides et celle qui mène à notre Union ne font qu'une.

Je veux donc que les habitants des Balkans occidentaux, de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie le sachent:

Vous faites partie de notre famille, votre avenir est au sein de notre Union, et notre Union n'est pas complète sans vous!

Nous avons également compris qu'il fallait tendre la main aux autres pays de l'Europe — au-delà du processus d'adhésion.

C'est pourquoi je soutiens l'appel en faveur d'une Communauté politique européenne — et nous présenterons nos idées au Conseil européen.

Mais notre avenir dépend aussi de notre capacité à coopérer au-delà du noyau de nos partenaires démocratiques.

Les pays proches et lointains ont un intérêt commun à collaborer avec nous sur les grands défis de ce siècle, tels que le changement climatique et la numérisation.

C'est précisément l'idée qui est à l'origine de la stratégie Global Gateway, le plan d'investissement que j'avais annoncé devant cette même assemblée l'année dernière.

Il produit déjà des résultats sur le terrain.

Avec nos partenaires africains, nous construisons deux usines au Rwanda et au Sénégal, destinées à la production de vaccins à ARN messenger.

Ces vaccins seront fabriqués en Afrique, pour l'Afrique, avec une technologie de rang mondial.

Nous appliquons maintenant la même approche en Amérique latine, dans le cadre d'une stratégie de coopération plus large.

Cela nécessite des investissements à l'échelle mondiale.

Nous ferons donc équipe avec nos amis américains et avec d'autres partenaires du G7.

Dans cet esprit, le président Biden et moi-même organiserons une réunion des dirigeants, pour examiner et annoncer les projets de mise en œuvre

Mesdames et Messieurs les députés,

Cela fait partie de notre travail de renforcement de nos démocraties.

Mais nous ne devons pas perdre de vue la manière dont des autocrates étrangers ciblent nos pays.

Des entités étrangères financent des établissements qui sapent nos valeurs.

Leur désinformation se propage, de l'internet aux amphithéâtres de nos universités.

Plus tôt cette année, une université d'Amsterdam a ordonné la fermeture d'un centre de recherche soi-disant indépendant, qui était en réalité financé par des entités chinoises. Ce centre publiait de prétendues recherches sur les droits de l'homme, qui qualifiaient de « rumeurs » les preuves de l'existence de camps de travail forcé pour les Ouïgours.

De tels mensonges sont toxiques pour nos démocraties.

Songez-y: nous nous sommes dotés d'une législation nous permettant de filtrer les investissements directs étrangers dans nos sociétés, dans un souci de sécurité.

Si nous l'avons fait pour protéger notre économie, ne devrions-nous pas faire de même pour protéger nos valeurs?

Nous devons mieux nous prémunir contre les ingérences malveillantes.

C'est pourquoi nous allons présenter un train de mesures sur la défense de la démocratie.

Les influences et financements étrangers dissimulés seront ainsi révélés au grand jour.

Nous ne laisserons aucun cheval de Troie lancé par une autocratie attaquer nos démocraties de l'intérieur.

Depuis 70 ans, notre continent avance sur la voie de la démocratie. Mais les bénéfices de notre long cheminement ne sont pas garantis.

Nombre d'entre nous ont trop longtemps tenu la démocratie pour acquise. En particulier tous ceux qui, comme moi, n'ont jamais vécu sous le joug d'un régime autoritaire.

Aujourd'hui, nous réalisons tous que nous devons nous battre pour nos démocraties. Jour après jour.

Nous devons les protéger tant des menaces extérieures auxquelles elles sont exposées que des vices qui les corrodent de l'intérieur.

C'est le devoir de ma Commission, et sa tâche la plus noble, que de protéger l'état de droit.

Alors je vous l'assure: nous continuerons à insister sur l'indépendance de la justice.

Et, par le mécanisme de conditionnalité, nous veillerons aussi à protéger notre budget.

Aujourd'hui, je voudrais attirer l'attention sur la corruption, sous tous ses visages. Qu'elle prenne le visage d'agents étrangers qui tentent d'influencer notre système politique. Ou celui de sociétés ou fondations écrans qui détournent des fonds publics.

Si nous voulons être crédibles quand nous demandons aux pays candidats de renforcer leur démocratie, nous devons aussi éradiquer la corruption sur notre sol.

C'est pourquoi, l'année prochaine, la Commission proposera des mesures pour moderniser notre cadre législatif de lutte contre la corruption.

Nous durcirons nos normes pour des délits tels que l'enrichissement illicite, le trafic d'influence et l'abus de pouvoir, au-delà des délits plus classiques comme le versement de pots-de-vin.

Et nous proposerons en outre d'inclure la corruption dans notre régime de sanctions en matière de droits de l'homme, notre nouvel outil de protection de nos valeurs à l'étranger.

La corruption sape la confiance placée dans nos institutions. Nous devons donc la combattre avec toute la force du droit.

Mesdames et Messieurs les députés,

Nos fondateurs voulaient simplement poser la première pierre de cette démocratie.

Ils avaient toujours imaginé que les générations futures parachèveraient leur œuvre.

«La démocratie n'est pas démodée, mais elle doit se renouveler pour continuer à améliorer la vie des gens.»

Ces mots sont de David Sassoli, un grand Européen, auquel nous rendons tous hommage aujourd'hui.

David Sassoli pensait que l'Europe devrait toujours être en quête de nouveaux horizons.

Et en ces temps difficiles, nous commençons à entrevoir ce que pourrait être notre nouvel horizon.

Une Union plus courageuse.

Plus proche de ses citoyens en période de crise.

Plus audacieuse dans les réponses qu'elle apporte aux défis historiques auxquels elle est confrontée, comme aux préoccupations quotidiennes des Européens. Une Union qui se tient à leurs côtés dans les grandes épreuves de la vie.

C'est pourquoi la Conférence sur l'avenir de l'Europe a été si importante.

Elle a donné un aperçu d'un engagement citoyen d'une autre sorte, d'une portée allant bien au-delà d'un jour d'élections.

Et à présent que l'Europe a écouté ses citoyens, nous devons produire des résultats.

Les panels de citoyens, qui étaient un élément central de la Conférence, vont maintenant devenir une composante permanente de notre vie démocratique.

Et dans la lettre d'intention que j'ai adressée aujourd'hui à la présidente Metsola et au Premier ministre Fiala, je mets en avant un certain nombre de propositions pour l'année à venir, qui émanent directement des conclusions de la Conférence.

Par exemple, une nouvelle initiative sur la santé mentale.

Nous devons mieux prendre soin les uns des autres. Pour les personnes qui se sentent anxieuses et perdues, un soutien approprié, accessible et proposé à un prix abordable peut souvent faire toute la différence.

Mesdames et Messieurs les députés,

Les institutions démocratiques doivent constamment gagner et regagner la confiance des citoyens.

Nous devons nous montrer à la hauteur des nouveaux défis que l'histoire place constamment sur notre route.

Tout comme les Européens l'ont fait quand des millions d'Ukrainiens ont frappé à leur porte.

Voilà l'Europe sous son meilleur jour.

Une Union déterminée et solidaire.

Mais cette détermination et cet élan de solidarité font toujours défaut aujourd'hui dans notre débat sur les migrations.

Nos actions en faveur des réfugiés ukrainiens ne doivent pas constituer l'exception. Elles pourraient au contraire guider nos actions futures.

Nous avons besoin de procédures rapides et équitables, d'un système à l'épreuve des crises et qui puisse être rapidement déployé, d'un mécanisme permanent et juridiquement contraignant qui garantisse la solidarité.

Et dans le même temps, nous avons besoin d'un contrôle efficace de nos frontières extérieures, dans le respect des droits fondamentaux.

Je veux une Europe qui gère les migrations avec dignité et respect.

Je veux une Europe où tous les États membres prennent leur part de responsabilité face à ce défi commun.

Et je veux une Europe qui témoigne sa solidarité à tous ses États membres.

Nous avons progressé sur le pacte, nous disposons désormais d'une feuille de route. Nous avons à présent besoin d'une volonté politique à la hauteur.

Mesdames et Messieurs les députés,

Il y a trois semaines, j'ai eu la chance incroyable de pouvoir me joindre à 1500 jeunes venus des quatre coins de l'Europe et du monde pour se réunir à Taizé.

Ces jeunes ont des visions différentes de la vie, ils viennent de différents pays, ils ont différents parcours, ils parlent différentes langues.

Et pourtant, quelque chose les unit.

Ils partagent un ensemble de valeurs et d'idéaux.

Ils y croient.

Ils croient tous passionnément en quelque chose qui les dépasse.

Cette génération est une génération de rêveurs, mais aussi de bâtisseurs.

Dans mon précédent discours sur l'état de l'Union, je vous avais dit combien je souhaiterais que l'Europe ressemble davantage à ces jeunes.

Nous devrions inscrire leurs aspirations au cœur de tout ce que nous entreprenons.

Ce cœur, c'est nos traités fondamentaux.

Toute action de notre Union devrait être inspirée par un principe simple.

Le principe selon lequel nous ne devrions pas mettre en péril l'avenir de nos enfants.

Le principe selon lequel nous devrions léguer un monde meilleur à la génération suivante.

Et c'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les députés, je crois qu'il est temps de consacrer la solidarité entre les générations dans nos traités.

Il est temps de renouveler la promesse européenne.

Et nous devons améliorer notre manière de décider et notre manière de faire.

Certains diront que le moment est mal choisi. Mais si nous voulons préparer sérieusement le monde de demain, nous devons être capables d'agir sur les questions les plus importantes pour nos concitoyens.

Et puisque nous songeons sérieusement à élargir notre Union, nous devons aussi envisager sérieusement de la réformer.

C'est pourquoi je crois que le moment est venu de convoquer la Convention européenne que ce Parlement a appelée de ses vœux.

CONCLUSION

Mesdames et Messieurs les députés,

On dit que la lumière brille plus fort dans l'obscurité.

Assurément, cela a été vrai pour les femmes et les enfants qui ont fui les bombes russes.

Ils fuyaient un pays en guerre, le cœur emplis de tristesse à la pensée de tout ce qu'ils laissaient derrière eux, et de crainte face à un avenir incertain.

Mais ils ont été accueillis à bras ouverts. Par de nombreux citoyens comme Magdalena et Agnieszka. Deux jeunes Polonaises qui se sont dépensées sans compter.

Dès qu'elles ont entendu parler de l'arrivée de trains chargés de réfugiés, elles se sont précipitées à la gare centrale de Varsovie.

Et elles ont commencé à organiser l'aide.

Elles ont dressé une tente pour porter assistance au plus grand nombre.

Elles ont contacté des chaînes de supermarchés pour obtenir de la nourriture et les autorités locales pour organiser des transports par bus vers des centres d'hébergement.

En quelques jours, elles ont constitué une équipe de 3000 volontaires, accueillant les réfugiés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Mesdames et Messieurs les députés,

Magdalena et Agnieszka sont avec nous aujourd'hui.

Veuillez s'il vous plaît les applaudir avec moi, comme nous applaudissons chaque Européen qui a ouvert son cœur et sa porte aux réfugiés.

Leur histoire est emblématique de tout ce qu'incarne notre Union, de tout ce à quoi elle aspire.

C'est une histoire de cœur, de volonté et de solidarité.

Magdalena et Agnieszka ont montré au monde entier de quoi les Européens sont capables lorsqu'ils se rallient à un objectif commun.

C'est cela, l'esprit européen.

Une Union forte de son unité.

Une Union qui gagne ensemble.

Vive l'Europe.